

Appel à contributions

Avoir le droit Expériences et inégalités en facultés de droit et criminologie

C'est à partir de l'expérience et de l'analyse du rejet en facultés de droit et criminologie qu'est né cet appel à contributions. Le rejet (ou l'échec) est une expérience qui façonne les parcours individuels et les carrières académiques et/ou étudiantes. Alors qu'il peut être vécu de manière douloureuse et violente par la grande majorité des chercheuses, enseignant-es et étudiant-es, il n'en est pas moins devenu une sorte de « passage obligé » en faculté de droit et dans les écoles de criminologie, comme ailleurs à l'université. Or, malgré le caractère systémique et structurant de ces multiples rejets, ces institutions sont encore peu engagées dans une réflexion critique et théoriquement informée quant à leur pratique d'enseignement, d'évaluation, de recherche et de recrutement, laissant ainsi largement ignorées les inégalités qui les traversent et ne remettant pas en question les critères de sélection qui sont appliqués. Ces deux éléments constituent les axes de notre appel.

Quant aux inégalités, alors que l'affirmation du/de la chercheuse ou de l'enseignant-e comme sujet situé (et la réflexivité qui l'accompagne) a pris un certain espace en sciences humaines et sociales (principalement dans les disciplines empiriques comme la sociologie et l'anthropologie, à quelques exceptions près), elle reste la grande absente des études et enseignements en droit. L'utilisation revendiquée d'une forme objective de savoir et la défense aveugle d'une « neutralité axiologique » mésinterprétéeⁱ empêche bien souvent chacun-e de devoir *se déclarer* ou simplement assumer sa position politique et sociale. L'expérience même du/de la chercheuse, de l'enseignant-e ou de l'étudiant-e est simplement exclue des débats et cénacles juridiques. A l'inverse, en criminologie, cette affirmation est revendiquée et assumée mais n'empêche pas les inégalités. Sans être toujours conscientisées, ces dernières sont pourtant bien présentes, les universités étant elles aussi des espaces de reproduction des discriminations, fondées sur le genreⁱⁱ, l'orientation sexuelle, la « race », ou encore l'âge, mais aussi la classe sociale (ou *working class*)ⁱⁱⁱ, le validisme ou encore l'appartenance à des réseaux^{iv}.

Dans la lignée des courants de recherche critique sur le droit (féminisme, *Critical legal studies*, *Queer Studies*, *TWAIL*, etc.) et en criminologie (*queer criminology*, *criminologie féministe*, *cultural criminology*...), cet appel invite ainsi à approfondir l'analyse critique et réflexive des pratiques de recherche et d'enseignement en droit et en criminologie, en s'appuyant sur des épistémologies non-dominantes et situées, informées, le cas échéant, par l'expérience. A cet égard, cet appel invite à accorder une attention particulière à l'adoption d'une grille de lecture intersectionnelle afin que la discussion critique ne devienne pas un nouveau terrain de production du savoir dominant (par exemple, des approches féministes qui restent trop souvent ancrées dans ce que Walkerdine appelle *l'upper class knowledge*)^v. Ces inégalités se trouvent en outre surtout invisibilisées par l'idée de méritocratie ou de meilleurs *curriculum vitae*, listes de publication ou, plus aisément, d'internationalisation^{vi} ; ce qui amène au deuxième axe de notre appel.

Concernant les critères de sélection, il importe ainsi de proposer une critique des logiques de productivisme et de marchandisation de la recherche académique, en droit comme ailleurs^{vii}. Ce productivisme repose sur la culture du *Publish or Perish (PoP)* et sur une conception d'excellence (ou d'*excellence*)^{viii} assimilée à des classements institutionnels fondés sur la productivité scientifique (tels que le *CWTS Leiden Ranking* ou le *NTU Ranking*) et sur des

indicateurs bibliométriques et scientométriques (h-index, *impact factor*, etc.). Ces instruments, présentés comme neutres et objectifs, constituent pourtant le socle de rapports de force et de domination au sein du champ académique. Depuis les années 2000, le productivisme académique fait l'objet de critiques croissantes, en raison de ses effets pervers largement documentés^{ix} : appauvrissement de la qualité scientifique, intensification des rapports de pouvoir entre évaluateur·rices et évalué·es, et conséquences psychologiques et émotionnelles significatives. La culture du *PoP* récompense celles et ceux qui maîtrisent ou ont internalisé les « codes de la publication »^x et normalise l'échec comme rite de passage institutionnel, davantage que comme un réel mécanisme de garantie de la qualité scientifique. Les classements des chercheuses fondés sur des critères de performance jouent ainsi, de manière de plus en plus perverse, « un rôle clé dans l'établissement d'une logique de domination des uns sur les autres » au sein des universités^{xi}. Ce modèle consolide une méritocratie quantitative et pénalise les recherches singulières, critiques, interdisciplinaires ou non conventionnelles, ainsi que les démarches inscrites dans une temporalité longue, à rebours des principes portés par la *slow science*^{xii}.

Ces dynamiques discriminent certain·es chercheuses, en particulier les femmes et minorités de genre^{xiii}, les personnes issues de trajectoires sociales non dominantes, ainsi que les chercheuses racialisé·es ou issu·es des Suds globaux, contraint·es à un « surinvestissement dans le travail scientifique et dans l'institution »^{xiv} pour accéder à la visibilité et la reconnaissance. Le *PoP* révèle ainsi des inégalités épistémiques profondément ancrées dans des modèles occidentaux de production des savoirs, qui invisibilisent ou marginalisent d'autres réalités et formes de connaissance^{xv}.

L'impact de ces inégalités et critères de sélection est scientifique, au-delà même des carrières, stigmatisations et humiliations qu'elles entraînent. En effet, les nombreuses situations problèmes liées à des propos ou des comportements racistes, sexistes, sexuels de la part de professeur·es ou chercheuses en poste généralement en sont un révélateur, bien souvent mis sur le compte d'acte individuel et « réglé en interne », alors même qu'ils laissent entrevoir une structure hétéro-patriarcale, de classe, raciste, validiste, capitaliste ou de réseaux.

Le présent appel propose ainsi d'analyser ces inégalités, au travers de contributions qui peuvent prendre différentes formes : témoignages, vidéos, bande-dessinées, articles académiques, poésies, photos, interviews, etc.

Sélection

Après une première pré-sélection concernant principalement la pertinence des propositions dans le cadre du présent appel et l'équilibre entre les différents formats, approches et thèmes, afin d'éviter tout biais dans la sélection, le comité scientifique tirera au sort 12 interventions en vue de la conférence qui se tiendra Bruxelles au printemps 2027 et la publication de dossiers dans *e-legal, la Revue de la Faculté de droit et de criminologie* de l'ULB

Langues des contributions : français et anglais

Pour tous renseignements, contacter :
chiara.armeni@ulb.be & damien.scalia@ulb.be

Les (600 mots max) propositions doivent être envoyées par courriel aux adresses :
chiara.armeni@ulb.be & damien.scalia@ulb.be, avant le 30 juin 2026.

Comité d'organisation : Chiara Armeni, Chloé Branders, Leïla Oulhaj, Julien Pieret, Damien Scalia

-
- ⁱ Beaubatie E., « Savoirs multisitués, Les reliefs de la positionnalité », in *Raisons politiques*, 1, 89, 2023, pp. 25-42 ; Pieret J., « “Sors, va dans la rue et parle au public” ou cinq modestes thèses sur la neutralité axiologique », à paraître.
- ⁱⁱ Gallot F, Paoletti M. et Pochic S. « L'excellence scientifique : piège ou opportunité pour les femmes ? », in *Travail, genre et sociétés*, 1, 51, 2024 pp. 157-160.
- ⁱⁱⁱ Gossa J. et Harari-Kermadec H., « Course à l'excellence : un biais de classe évident, un biais de genre en mouvement » in *Travail, genre et sociétés*, 1, 51, 2024, pp. 167-172.
- ^{iv} Van Den Brink M. et Benschop Y., « Gender in Academic Networking: The Role of Gatekeepers in Professorial Recruitment », in *Journal of Management Studies*, 51, 3, 2014, pp. 460-492.
- ^v Idem.
- ^{vi} Zippel K. (traduit par Windish H.), « L'internationalisation comme critère d'excellence », in *Travail, genre et sociétés*, 1, 51, 2024, pp. 177-181 ; Myers M. et Kalwant B., « Capital blanc et diversité dans les universités d'élite : les ruses de la raison méritocratique », in *Sociologie et sociétés*, 55, 2, 2023, pp. 137-159
- ^{vii} Conaghan J., « Legal research and the public good: the current landscape », in *Legal Studies*, 43, 4, 2023, pp. 569-582 ; Aggeri F., « L'obsession de la productivité et la fabrique du chercheur publiant », in *Le Libellio d'AEGIS*, 12, 2, 2016,
- ^{viii} Moore S, Neylon C, Eve M, O'Donnell D et Pattinson D, « 'Excellence R Us': University research and the fetishisation of excellence », in *Palgrave Communications*, 3, 2017, pp. 1-13.
- ^{ix} Tilli N., « Universités et capitalisme académique : liberté académique, responsabilité sociale et dynamiques inconscientes », in *Sciences de la société*, 109, 2022 [En ligne]; van Dalen H. et Henkens K., « Intended and unintended consequences of a publish-or-perish culture: A worldwide survey », in *Journal of the American Society for Information Science and Technology*, 2012, pp. 1282-1293.
- ^x Aggeri, op.cit. p. 22.
- ^{xi} Aggeri, op.cit. p. 26.
- ^{xii} Garfield E., « Fast Science vs. Slow Science, Or Slow and Steady Wins the Race », in *The Scientist*, 4, 18, 1990, pp. 380-381.
- ^{xiii} Levitas, G., « Publish and Perish: The Invisible Woman: Discrimination in the Academic Profession », in *Change: The Magazine of Higher Learning*, 7, 8, 1975, pp. 56-58., McGlynn C. « Women, representation and the legal academy », in *Legal Studies*, 19(1), 1999, pp. 68-92 ; Dubois-Shaik et al., op. cit.
- ^{xiv} Lagrave R-M, L. « Revisiter sa trajectoire académique », *SociologieS*, 2024, [En ligne].
- ^{xv} Amutuhaire T., « The Reality of the 'Publish or Perish' Concept, Perspectives from the Global South », in *Pub Res Q.*, 38, 2022, pp. 281-294.

Call for Papers

Having the Right Experiences and Inequalities in Faculties of Law and Criminology

This call for papers emerged from the experience and analysis of rejection within law and criminology faculties. Rejection (or failure) is an experience that shapes individual trajectories, academic and/or student careers. While it can be lived as painful and violent by most researchers, teachers, and students, it has nonetheless become a kind of “rite of passage” in law faculties and criminology schools, as elsewhere in the university. Yet, despite the systemic and structuring nature of these multiple forms of rejection, these institutions remain only marginally engaged in a critical and theoretically informed reflection on their teaching, evaluation, research, and recruitment practices, thereby largely ignoring the inequalities that run through them and failing to question the selection criteria they apply. These two elements constitute the axes of our call.

Regarding inequalities, although the affirmation of the researcher or teacher as a situated subject (and the reflexivity that accompanies it) has gained some space in the humanities and social sciences (mainly in empirical disciplines such as sociology and anthropology, with some exceptions), it remains largely absent from legal studies and teaching. The asserted use of an objective form of knowledge and the blind defence of a misinterpreted “axiological neutrality”ⁱ often prevent individuals from *stating* or simply assuming their political and social position. The very experience of the researcher, teacher, or student is simply excluded from legal debates and circles. Conversely, in criminology, this affirmation is claimed and assumed but does not prevent inequalities. Even when not fully acknowledged, these inequalities are nonetheless very present, as universities are also spaces that reproduce discrimination based on gender,ⁱⁱ sexual orientation, race, or age, but also social class (or working class),ⁱⁱⁱ ableism, or network affiliation.^{iv}

In line with critical research currents on law (feminism, Critical Legal Studies, Queer Studies, TWAIL, etc.) and criminology (queer criminology, feminist criminology, cultural criminology...), this call invites contributors to deepen the critical and reflexive analysis of research and teaching practices in law and criminology, drawing on non-dominant and situated epistemologies, informed, where relevant, by experience. In this regard, the call invites particular attention to the adoption of an intersectional analytical framework so that critical discussion does not become a new terrain for producing dominant knowledge (e.g. feminist approaches that too often remain anchored in what Walkerdine calls *upper class knowledge*).^v These inequalities are further rendered invisible by the idea of meritocracy or better curricula vitae, publication lists, or, more easily, internationalization,^{vi} which leads to the second axis of our call.

Concerning selection criteria, it is essential to propose a critique of the logics of productivism and the commodification of academic research, in law as elsewhere.^{vii} This productivism relies on the culture of Publish or Perish (PoP) and on a conception of excellence (or *excellence*^{viii}) associated with institutional rankings based on scientific productivity (such as the CWTS Leiden Ranking or the NTU Ranking) and on bibliometric and scientometric indicators (h-index, impact factor, etc.). These instruments, presented as neutral and objective, nonetheless constitute the foundation of power relations and domination within the academic field. Since the 2000s, academic productivism has been increasingly criticized due to its well-documented perverse effects: impoverishment of scientific quality, intensification of power relations between evaluators and evaluated persons, and significant psychological and emotional consequences.^{ix} The PoP culture rewards those who master or have internalized the “codes of

publication”^x and normalizes failure as an institutional rite of passage rather than a genuine mechanism for ensuring scientific quality. Rankings of researchers based on performance criteria thus play, in an increasingly perverse manner, “a key role in establishing a logic of domination of some over others” within universities.^{xi} This model consolidates a quantitative meritocracy and penalizes singular, critical, interdisciplinary, or non-conventional research, as well as approaches that require long timeframes, contrary to the principles of *slow science*.^{xii}

These dynamics discriminate against certain researchers, particularly women and gender minorities,^{xiii} people from non-dominant social backgrounds, as well as racialized researchers or those from the Global South, who are compelled to “overinvest in scientific work and in the institution” to gain visibility and recognition.^{xiv} PoP thus reveals epistemic inequalities deeply rooted in Western models of knowledge production, which render other realities and forms of knowledge invisible or marginal.^{xv}

The impact of these inequalities and selection criteria is scientific, beyond the careers, stigmatizations, and humiliations they generate. Indeed, the numerous problematic situations linked to racist, sexist, or sexual comments or behaviours by professors or researchers in post are often revealing of this, frequently attributed to individual acts and “handled internally,” even though they point to a hetero-patriarchal, class-based, racist, ableist, capitalist, or network-based structure.

This call for papers therefore proposes to analyse these inequalities through contributions that may take various forms: testimonies, videos, comics, academic articles, poetry, photographs, interviews, etc.

Selection

After an initial pre-selection focusing mainly on the relevance of the proposals within the framework of this call and the balance between different formats, approaches, and themes, and in order to avoid any bias in the selection, the scientific committee will draw lots to select 12 interventions for the conference to be held in Brussels in spring 2027, as well as for the publication of dossiers in *e-legal*, the Journal of the Faculty of Law and Criminology of ULB.

Languages of contributions: French and English.

For all information, please contact : chiara.armeni@ulb.be & damien.scalia@ulb.be

All proposals (maximum 600 words) should be submitted by email to the following addresses by June 30th, 2026: chiara.armeni@ulb.be & damien.scalia@ulb.be.

Scientific Committee : Chiara Armeni, Chloé Branders, Leïla Oulhaj, Julien Pieret, Damien Scalia.

-
- ⁱ Beaubatie E., « Savoirs multisitués, Les reliefs de la positionnalité », in *Raisons politiques*, 1, 89, 2023, pp. 25-42 ; Pieret J., « “Sors, va dans la rue et parle au public” ou cinq modestes thèses sur la neutralité axiologique », à paraître.
- ⁱⁱ Gallot F, Paoletti M. et Pochic S. « L'excellence scientifique : piège ou opportunité pour les femmes ? », in *Travail, genre et sociétés*, 1, 51, 2024 pp. 157-160.
- ⁱⁱⁱ Gossa J. et Harari-Kermadec H., « Course à l'excellence : un biais de classe évident, un biais de genre en mouvement » in *Travail, genre et sociétés*, 1, 51, 2024, pp. 167-172.
- ^{iv} Van Den Brink M. et Benschop Y., « Gender in Academic Networking: The Role of Gatekeepers in Professorial Recruitment », in *Journal of Management Studies*, 51, 3, 2014, pp. 460-492.
- ^v Idem.
- ^{vi} Zippel K. (traduit par Windish H.), « L'internationalisation comme critère d'excellence », in *Travail, genre et sociétés*, 1, 51, 2024, pp. 177-181 ; Myers M. et Kalwant B., « Capital blanc et diversité dans les universités d'élite : les ruses de la raison méritocratique », in *Sociologie et sociétés*, 55, 2, 2023, pp. 137-159
- ^{vii} Conaghan J., « Legal research and the public good: the current landscape », in *Legal Studies*, 43, 4, 2023, pp. 569-582 ; Aggeri F., « L'obsession de la productivité et la fabrique du chercheur publiant », in *Le Libellio d'AEGIS*, 12, 2, 2016,
- ^{viii} Moore S, Neylon C, Eve M, O'Donnell D et Pattinson D, « 'Excellence R Us': University research and the fetishisation of excellence », in *Palgrave Communications*, 3, 2017, pp. 1-13.
- ^{ix} Tilli N., « Universités et capitalisme académique : liberté académique, responsabilité sociale et dynamiques inconscientes », in *Sciences de la société*, 109, 2022 [En ligne]; van Dalen H. et Henkens K., « Intended and unintended consequences of a publish-or-perish culture: A worldwide survey », in *Journal of the American Society for Information Science and Technology*, 2012, pp. 1282-1293.
- ^x Aggeri, op.cit. p. 22.
- ^{xi} Aggeri, op.cit. p. 26.
- ^{xii} Garfield E., « Fast Science vs. Slow Science, Or Slow and Steady Wins the Race », in *The Scientist*, 4, 18, 1990, pp. 380-381.
- ^{xiii} Levitas, G., « Publish and Perish: The Invisible Woman: Discrimination in the Academic Profession », in *Change: The Magazine of Higher Learning*, 7, 8, 1975, pp. 56-58., McGlynn C. « Women, representation and the legal academy », in *Legal Studies*, 19(1), 1999, pp. 68-92 ; Dubois-Shaik et al., op. cit.
- ^{xiv} Lagrave R-M, L. « Revisiter sa trajectoire académique », *SociologieS*, 2024, [En ligne].
- ^{xv} Amutuhaire T., « The Reality of the 'Publish or Perish' Concept, Perspectives from the Global South », in *Pub Res Q.*, 38, 2022, pp. 281-294.